

# Au nom de la compétitivité

Le constat dressé hier par l'UEL est calqué sur celui du gouvernement: les effets de la crise menacent les emplois, creusent l'endettement et mettent à mal le budget de l'Etat. Afin que le Luxembourg préserve son niveau de vie élevé, l'UEL revendique des réformes renforçant la compétitivité de l'économie. Au nom du maintien des acquis sociaux, la flexibilité devra jouer, selon les représentants du patronat.

■ L'Union des entreprises luxembourgeoises ne se veut pas le détracteur du modèle social luxembourgeois, tel que l'a souligné hier son président, Michel Wurth, histoire d'éviter les foudres syndicales. Au contraire, l'UEL estime que le maintien du système social et les questions de compétitivité ne sont pas incompatibles.

Pour garder le pays à flot en temps de crise, le Luxembourg ne saurait en tout cas éviter des



Pour l'UEL, la sortie de crise passe par des réformes qui soutiennent la compétitivité du pays. Mais le patronat réfute tout rapproche, émanant des syndicats, de vouloir s'attaquer au modèle social luxembourgeois. (Photo: Michel Brumat)

réformes de fonds. Chiffres à l'appui, Michel Wurth a mis en avant que la compétitivité de l'économie n'a cessé de se détériorer au cours de ces dernières années. Et ce «malgré les décisions prises lors de la tripartite de 2006». Une baisse qui menace les objectifs de croissance, et par conséquent les recettes néces-

saires au bon fonctionnement du système social.

A trois semaines des élections législatives, l'UEL a ainsi remis en avant sa centaine de mesures, déjà présentées lors des réunions tripartites cet hiver, pour relancer l'activité économique et soutenir les entreprises. A titre d'exemple, les représentants du

patronat ont réitéré leur souhait d'un mécanisme d'indexation plafonné aux salaires correspondant à 1,5 fois le salaire social minimum.

L'idée est de ne pas plomber les entreprises déjà fragilisées par la crise. «Nous sommes d'accord que l'économie doit être au service de la société. Mais il faut

aussi veiller à ne pas augmenter les charges sociales patronales», a souligné Michel Wurth. Dans cette même veine, l'UEL plaide pour un dispositif légal permettant une flexibilité accrue de l'organisation du travail.

Dans l'ensemble, l'UEL propose «de se tenir à la disposition du nouveau gouvernement pour que le pays obtienne le maillot jaune en matière de compétitivité et engage des réformes structurelles». Des nouvelles pistes que le patronat imagine dans le cadre du dialogue social.

Les syndicats sont par contre plus critiques envers les propositions patronales. Et les craintes de démantèlement social sont telles qu'une manifestation générale se tient cet après-midi à Luxembourg. «Je me demande si les syndicats ont bien lu nos propositions. Nous ne voulons pas d'affrontement sur le modèle luxembourgeois ni les acquis sociaux. Mais nous avons besoin de réformes, sans pour autant remettre en cause une approche respectueuse envers les salariés», a conclu Michel Wurth.